



[Taxe verte et gilets jaunes par PASCAL RICHE](#)  
[«En passant outre les maires, M. Macron a les gilets jaunes » Jean-Jacques LOZACH](#)

L'OPINION

## Taxe verte et gilets jaunes

Par PASCAL RICHE



F ac

e à la révolte des « gilets jaunes », réincarnations des bonnets rouges de l'époque Hollande, Emmanuel Macron « assume ». Arpentant cette semaine les champs de bataille de la Grande Guerre, il l'a claironné dans la presse régionale. Il ne reviendra pas sur l'augmentation des taxes sur le carburant et le fioul, malgré l'annonce d'une journée de protestation visant à bloquer la France le 17 novembre.

L'objectif du président est parfaitement légitime : il est indispensable de taxer davantage les émissions de CO2 et de particules fines, la France restant l'un des pays européens où la pression fiscale environnementale est la plus faible.

La méthode, en revanche, est injuste voire contre-productive. Injuste parce qu'elle fait reposer la facture sur les ménages modestes et ruraux, qui sont pourtant loin d'être les premiers responsables des émissions de gaz à effet de serre (et qui, inondés ou asséchés, sont aussi les premières victimes des dérèglements climatiques). Contre-productive car un impôt n'est efficace que s'il fait l'objet d'un « consentement ». Or si les Français se montrent très attachés à la défense de l'environnement, plus des trois quarts d'entre eux approuvent l'appel au blocage du 17 novembre (sondage Odoxa)... Le risque est de créer un rejet tel qu'il contamine tous les autres efforts pour lutter contre le réchauffement climatique. Et fasse monter une droite

populiste qui, surfant sur la détestation des « élites hors-sol », souffle sur les braises encore chaudes du climato-scepticisme. Ces néo-poujadistes jouent sur du velours. Comment, en effet, saisir l'intérêt d'une taxation du carburant, censée modifier les comportements, quand on n'a aucun moyen que sa voiture pour aller travailler ou chercher ses enfants à l'école ? Comment comprendre un gouvernement qui - Robin des Bois à l'envers - ponctionne au nom de l'écologie plus de 4 milliards d'euros supplémentaires sur les classes modestes et moyennes, après avoir accordé 5 milliards de baisses d'impôts (ISF, revenus de l'épargne ...) aux plus riches ? D'autant que 20% seulement de la taxe carbone est consacrée au financement de la transition écologique...

Pour réconcilier le verdissement de la fiscalité avec la justice sociale, de très nombreuses pistes ont été suggérées depuis des mois, y compris dans les rangs de La République en Marche. Comme réduire d'autres taxes pesant sur les ménages modestes ; faire peser davantage la fiscalité sur les plus aisés ; taxer le Kérosène des avions (étrangement exonéré), l'usage des jets ou des bateaux de croisière : multiplier par cinq l'enveloppe des « chèques énergie », voire créer « un chèque carburant » pour les plus vulnérables : investir massivement dans les alternatives à la voiture : transports en commun, cars scolaires, nouvelles primes aux véhicules propres, plateformes de covoiturage.

Jusque-là sourd à ces propositions, Macron affirme cette semaine qu'il va prendre des initiatives, comme une « indemnité kilométrique ». Il promet d'« écouter », de se mettre à « hauteur d'homme ». Tant mieux. Mais à hauteur de l'enjeu social et politique ? C'est plus douteux. Il ne devrait jamais oublier que plus de la moitié des Français vivent dans des villes de moins de 10000 habitants. Et que s'il veut entraîner la population derrière lui dans cette lutte cruciale pour la planète, il doit cesser de creuser le fossé entre les deux France : celle des urbains prospères rêvant, à l'abri dans leurs métropoles, de « mobilité douce » et celle, plus nombreuse, des « invisibles » qui, en faisant leur plein de diesel, voient au loin passer les TGV.



**« En passant outre les maires, M. Macron a les gilets jaunes »** La Montagne  
du 22/11/2018



Sénateur de la Creuse, Jean-Jacques Lozach (PS) veut jouer son rôle de représentant des territoires et donc des élus locaux de son département : « Je n'ai même pas été destinataire de la liste des maires invités à l'Élysée par le président de la République [ ... ] ces derniers sont triés par les préfets, j'ose espérer que cette sélection sera représentative des sensibilités et des territoires ». Les quinze maires creusois invités à l'Élysée n'ont donc pas opté pour le « boycott » comme leurs voisins corréziens (notre édition d'hier).

Jean-Jacques Lozach veut relayer néanmoins un « ressenti » négatif face au refus du Président de la République de s'exprimer devant le congrès des maires, revenant sur « la parole donnée » l'année précédente. Jean-Jacques Lozach y voit une décision représentative « de l'idéologie centralisatrice qui anime le Président ».

### **De la lassitude aux ... regroupements**

Présent au congrès, à Paris, le sénateur de la Creuse y perçoit « un climat de tension » et livre cette analyse : « les maires, et les collectivités locales en général, font partie de ces corps intermédiaires dont Emmanuel Macron entend se passer. C'est pourquoi il se retrouve dans une confrontation directe avec des mouvements comme les gilets jaunes ».

En Creuse, la préfecture s'est alarmée d'une proportion importante de mandats interrompus. La semaine dernière, le maire d'Anzème, une commune de 600 habitants, du grand Guéret a démissionné pour cause de « grande fatigue », en associant à cette grave décision « un manque de considération pour les petites communes », « On a les mêmes motifs partout, enchaîne le sénateur : la baisse des crédits de l'État empêche les élus de réaliser leur programme. À cela s'ajoute le retrait des services publics, les intercommunalités trop grandes ... »,

En Creuse, 70 maires ont reçu début octobre une « proposition » de la préfète : enclencher une vingtaine de regroupements de communes avant la fin de l'année, sur la base de périmètres tracés ... par l'administration préfectorale. Tollé. « Les maires n'aiment pas



## L'OPINION - Taxe verte et gilets jaunes par PASCAL RICHE

qu'on leur force la main », commente le sénateur. De son côté, Magali Debatte, préfète de la Creuse, estime que si ses « suggestions » ont au moins eu le mérite « d'engager une réflexion ».